

## **Commentaires de la Suisse concernant le rapport du WGIG sur la Gouvernance de l'Internet**

La Suisse salue le rapport rédigé par le groupe de travail.  
Elle estime que c'est une base de discussion solide pour la suite des travaux.  
La Suisse apprécie l'approche "multistakeholder" qui est recommandée dans ce rapport.

Elle constate qu'il y a une volonté de trouver une solution sur la question de l'internationalisation de la gouvernance de l'Internet. Cela devra se réaliser sans porter préjudice au système d'Internet, notamment quant à sa stabilité, sa continuité et sa sécurité.

Les nombreux problèmes soulevés à raison dans le rapport demandent des solutions mûrement réfléchies. Ils ne pourront être tous résolus au Sommet de Tunis en novembre 2005.

L'établissement d'un forum tel qu'il est proposé par le groupe constitue une première étape pour faciliter le dialogue, examiner les questions de fonds et assurer la liaison entre les différents partenaires, en particulier avec les organes intergouvernementaux. Cependant, en ce qui concerne les questions de "public policy", nous pensons que l'on devrait utiliser toutes les possibilités qu'offrent les institutions existantes avant de créer de nouveaux organes qui demandent un processus long et coûteux à mettre en place. Les organisations internationales du système onusien y ont certainement un rôle à jouer; d'autant que ces organisations ont déjà entamé des travaux sur ces thèmes. Le sommet de Tunis devrait pouvoir donner des orientations claires sur ces questions.

Nous avons bien noté les propositions du rapport en ce qui concerne la répartition des rôles et des responsabilités entre les différentes parties prenantes.

Nous apprécions dans les recommandations la mise en exergue des principes de transparence, de participation ouverte à toutes les parties prenantes et de renforcement des capacités nécessaires dans les pays en voie de développement.

La question d'un "oversight" multilatéral simple et efficace en ce qui concerne les aspects de "public policy issues" est importante à nos yeux; le sommet à Tunis devrait donner des indications claires sur la marche à suivre.

Nous sommes également préoccupés par les frais de connexion pour les pays en voie de développement et souhaitons que l'on trouve des solutions: celles-ci devraient s'orienter vers des partenariats public-privé.

Par ailleurs, nous soutenons les initiatives qui veillent à préserver la liberté d'expression et la protection de la vie privée. Nous estimons nécessaire une meilleure prise en compte de la protection des consommateurs dans le contexte transfrontière très marqué des services de la société de l'information sur Internet.

Enfin, nous nous n'oublions pas les différentes approches culturelles dans le monde et estimons que les solutions qui seront adoptées à l'avenir devraient prendre en compte cet aspect. Nous pensons qu'il faut encourager la création de contenus locaux, qui est un élément très important pour les pays en développement, ainsi que le multilinguisme.

Sur la base de ces quelques orientations, nous sommes prêts à contribuer à la recherche d'une solution acceptable pour tous.